

Un important article du Renmin Ribao Où les révisionnistes veulent-ils mener la France ?

L'Humanité



le Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
30 juin 1976

No 520

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Déclaration du Bureau politique du PCMLF sur les récents événements de Pologne

D'excellentes nouvelles sont parvenues ces derniers jours de Pologne.

Indignés par les nouvelles hausses de prix annoncées par la clique dirigeante, les ouvriers polonais se sont soulevés et ont fait trembler les révisionnistes. Ceux-ci ont précipitamment reculé devant l'ampleur de l'indignation populaire, hantés par le souvenir des soulèvements de Stettin et Gdansk en 1970 qui aboutirent à la chute de Gomulka.

Ces événements constituent un encouragement aux ouvriers du monde entier et notamment d'Europe qui combattent le révisionnisme. En effet, la décision d'augmenter les prix annoncée par la clique révisionniste de Gierek montre bien qu'aucun des problèmes économiques de la Pologne n'a été résolu : le remplacement de la clique Gomulka par la clique Gierek n'a été qu'une mesure de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir pour enrayer une grandiose révolte populaire.

Cependant, l'asservissement et le pillage de la Pologne par le social-impérialisme russe ne cessant de s'aggraver avec le concours actif de la clique dirigeante polonaise, il est normal que les problèmes de ce pays s'approfondissent.

Une chose est même certaine c'est que tant que la nouvelle bourgeoisie polonaise et la clique révisionniste de Gierek, valet de Moscou, seront au pouvoir, l'héroïque classe ouvrière polonaise qui osa affronter les chars révisionnistes en 1970 combatta avec intrépidité pour chasser le social-impérialisme des révisionnistes soviétiques. C'est pour quoi c'est une certitude que la classe ouvrière polonaise aux riches traditions révolutionnaires restaurera l'indépendance nationale de la Pologne et instaurera la dictature du prolétariat sous la direction de son parti authentiquement communiste, le Parti communiste de Pologne.

La classe ouvrière polonaise vient de montrer une fois de plus que si puissants qu'ils aient l'air les révisionnistes sont en réalité faibles car ils n'ont pas l'appui des masses.

Suite page 2.

Elections au Portugal

CUNHAL A LA DERIVE

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle n'apportent pas de surprise : le général Ramalho Eanes, candidat commun du PS, du PPD et du CDS est élu au premier tour avec 61,54 % des voix ; le candidat des forces trotskystes, Otelo de Carvalho, atteint 16,52 %, réalisant ainsi un saut assez considérable puisque, aux dernières élections législatives, en avril dernier, les forces qui le soutiennent totalisaient à peine 4,5 % des électeurs. L'actuel premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo le suit de près avec 14,36 %. Enfin, loin derrière, vient le candidat du PCP de Cunhal qui, avec 7,58 % des voix, perd à peu près la moitié de son électorat précédent, recueillant ainsi une gifle monumentale. Enfin, il faut souligner la forte augmentation des abstentions passées de 17 à presque 25 %. C'est le plus fort taux d'abstention enregistré sur les 3 précédentes élections.

Désormais, c'est la formation du futur gouvernement et le problème de sa survie dans un contexte économique et politique incertain, qui va se trouver au centre des luttes politiques.

Le nouveau président a confirmé aussitôt qu'il chargeait Mario Soares, secrétaire du PS, de former le gouvernement, son parti étant arrivé en tête aux dernières élections législatives. Jusqu'à présent ce dernier n'a pas cessé d'affirmer qu'il ne ferait aucune alliance ni sur sa «gauche», ni sur sa droite. Mais ce gouvernement homogène, formé uniquement de socialistes et de personnalités indépendantes sera nécessairement un gouvernement minoritaire, donc fragile. Il ne dispose que de 106 députés à l'Assemblée de la République, sur un total de 263.

Apparemment ces élections se traduisent donc par une défaite retentissante de

la principale formation pro-soviétique dans le pays, le parti d'Alvaro Cunhal, et la consolidation d'un régime de démocratie bourgeoise dirigé par le PS.

En fait, les choses sont pourtant plus complexes. Le peuple portugais a bien infligé un cinglant camouflet au parti révisionniste qui a déjà fait largement la preuve de son inféodation à Moscou et de sa nature social-fasciste. Mais le social-impérialisme dispose de plusieurs atouts dans sa manche. Le second, poussé en avant depuis qu'il était évident que le candidat du PCP irait à une véritable catastrophe, c'est «l'opération Otelo». Sa candidature a en effet drainé un nombre très important de voix allant

traditionnellement au PCP. Il est significatif que son score électoral ait été supérieur à celui du parti cunhaliste, y compris dans les fiefs de celui-ci, tel l'Alentejo et la province de Setubal. Mais si le style était différent, la phraséologie plus «révolutionnaire» : la politique, quant au fond, n'est-elle pas la même ?

Alors que le PCP, officiellement, ménage en ce moment la chèvre et le chou, en se gardant bien d'attaquer de front le nouveau président, Carvalho ne lui ménage pas ses attaques, le présentant comme «élu par les forces de droite et fascistes».

(Suite page 2)

APPEL Contre la répression

Début juin, nous avons publié une première liste de signataires de cet appel. Depuis, d'autres personnalités s'y sont jointes. Voici donc la nouvelle liste des signataires.

Depuis plusieurs mois l'Etat multiplie les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques : c'est le cas du Corse E. Simeoni, du viticulteur A. Teisseyre, des soldats en décembre dernier, et aujourd'hui de militants marxistes-léninistes de Lorient dont Romain Le Gal. Il accentue les mesures de répression contre les militants ouvriers syndicalistes et contre les étudiants, il expulse des travailleurs immigrés pakistanais et des Sonacotra, il interdit le FRAP...

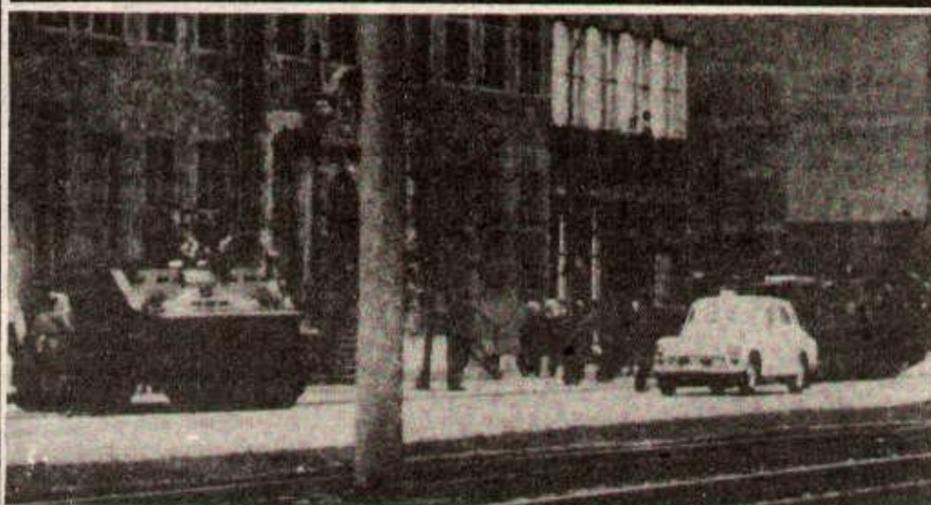
Ces emprisonnements, ces mesures répressives, ces expulsions sont une attaque menée contre les luttes populaires qui bouillonnent aujourd'hui dans 200 usines occupées, dans le Midi viticole et en Corse, dans le monde étudiant et lycéen.

Par ces mesures de répression, c'est l'ensemble du mouvement populaire que le gouvernement veut casser.

Déjà un courant de lutte contre la répression se dessine, déjà des comités de soutien pour la libération de tel ou tel détenu politique se sont créés ici et là. Tout cela peut et doit converger dans un grand mouvement d'ensemble à l'offensive au cœur des luttes ouvrières et populaires.

- Pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux
- Pour la levée de toutes les inculpations
- Pour la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat
- Contre l'interdiction du FRAP et du PCMLF

- | | |
|--|---|
| Magniss Hamed Abdallah | Jacques Jurquet, directeur de l'Humanité rouge |
| Robert Andrei, docteur en médecine | Jacques Lepage, critique d'art |
| Régis Bergeron, écrivain | Les Cahiers du cinéma |
| François Bourlier | Professeur Milliez |
| Myrtho Bruschi, avocate | Francis Mury, librairie |
| Jean Cardonnel, dominicain | Floral |
| Revue Communisme | Groupe Rosta, artistes et musiciens |
| Aimé Delrue, cheminot | Siné, caricaturiste |
| Denis Dammarez | Bertrand Tavernier, cinéaste |
| René Duchet, écrivain | Groupe cinéma Vincennes |
| André Franck | Denis Langlois, écrivain |
| Professeur François Grémy | Olivier de Sardan, chercheur au CNRS |
| biologiste des hôpitaux | Roger Estabiet, enseignant |
| Bernard Hubert, docteur en médecine | Roger Parmentier, universitaire |
| Patrick Kessel, écrivain | Maitre Jean Disler, Marseille |
| Claude Lebrun, ouvrier métallurgiste | Maitre Sophie Affre, Marseille |
| Gérard Lenne | Maitre Jean-François Bregi, Aix |
| Gérard Lester, critique de cinéma | Maitre Emile Pollak, Marseille |
| Suzanne Marty, professeur | Maitre Patrick Arnoux, Marseille |
| Professeur Minkovski | Maitre Hélène Gay, Marseille |
| André Oudiz | Maitre Jacqueline Moutte, Marseille |
| Professeur Pierre Simon, biologiste des hôpitaux | Maitre Josette Gonzales, Marseille |
| Pierre Barrès, docteur en médecine | Maitre Jean Daniel Bruschi, Marseille |
| Suzanne Bernard, écrivain | Mouvement d'action judiciaire (section de Marseille) |
| Christian Bruschi, assistant de faculté | Gérard Boulvert, professeur à la faculté de Droit de Nice |
| Monique Cais | Paul Albert Février, enseignant à l'université d'Aix-en-Provence. |
| Agence Agave, faculté de Vincennes | |
| Collectif Cinélutte | |
| Christian Dérouesné, professeur agrégé de médecine | |
| André Druesne, ouvrier métallurgiste | |
| Roger Feltz, docteur en médecine | |
| Goa Alloro | |
| Guy Hennebelle, critique | |



A Gdansk, les autorités révisionnistes de Pologne en 1970 ont lancé les chars contre les ouvriers en grève (photo Chine nouvelle).

L'URSS PREPARE LA GUERRE !

Au 25e congrès du PCUS, Brejnev jurait bien fort que « L'URSS n'entend attaquer personne. Elle n'a nul besoin de la guerre. »

Mais, derrière ces paroles rassurantes se cachent une frénétique course aux armements et des préparatifs de guerre accrus.

Depuis plus de 10 ans les révisionnistes soviétiques attachent une grande importance à l'entraînement de leurs forces armées au combat, dans une perspective offensive. Selon des statistiques partielles, pour la seule période allant de 1969 à 1974, l'URSS a organisé plus de 90 exercices militaires impliquant chacun un groupe d'armées au moins. Fait significatif, la quasi-totalité de ces manœuvres a eu lieu dans la partie occidentale du pays.

Autre caractère frappant de ces manœuvres : elles sacrifient beaucoup plus à l'offensive qu'à la défensive. Elles sont, le plus souvent, des manœuvres de campagne. Une importance particulière est accordée à l'attaque surprise et au développement de l'offensive en profondeur.

D'octobre 72 à fin 75, l'URSS a organisé en RDA des dizaines de manœuvres militaires de toute envergure qui avaient pour objectif de simuler le déclenchement d'une attaque contre l'Allemagne de l'Ouest. La nature et les visées des exercices des révisionnistes soviétiques sont tout aussi clairs au Nord qu'au Sud de l'Europe. Au printemps dernier, profitant des bouleversements en Méditerranée orientale et en Europe du Sud pour une éventuelle expansion dans cette région, l'URSS et certains autres pays du Pacte de Varsovie sous le commandement direct du Kremlin, ont concentré d'importantes troupes en Hongrie et organisé plusieurs manœuvres militaires dans le sud du pays, menaçant des pays balkaniques voisins.

Le dernier exercice « Nord », près de Léningrad, vise nettement les pays scandinaves, qu'il s'agisse du choix du terrain ou du déroulement des opérations.

Depuis plusieurs années, l'URSS organise en moyenne deux manœuvres opérationnelles par an dans les eaux de l'Europe du Nord. Sa flotte a étendu peu à peu son champ d'action de la mer de Barents à la ligne Groenland-Islande-Iles Féroé. Aujourd'hui elle tend

à s'enfoncer encore plus profondément vers l'Atlantique.

En mer Baltique, ce type de manœuvres est fréquent et vise à s'emparer de cet important débouché.

En avril 75, visant à s'assurer leurs passages stratégiques dans les mers environnantes de l'Europe, l'URSS organisait des manœuvres navales planétaires dont l'envergure était sans précé-

dent dans l'histoire de la marine. Ces opérations offensives couvraient essentiellement les eaux du Sud et du Nord de l'Europe ainsi que celles de l'Europe de l'Ouest adjacentes à l'Océan Atlantique. Elles visaient principalement à couper partout les routes maritimes entre les USA et l'Europe de l'Ouest. C'est bien la rivalité des deux superpuissances qui est à l'origine de

l'instabilité en Europe. Celle-ci porte en elle le germe d'une nouvelle guerre mondiale. Mais les faits prouvent chaque jour davantage que le danger principal provient du social-impérialisme russe. Ses manœuvres militaires actuelles ne sont que la répétition générale d'exercices réels dans la guerre qu'il prépare et à laquelle tous les peuples d'Europe doivent se préparer.



« Un destroyer russe observe de près le porte-avions anglais "Hermès" durant un exercice de l'OTAN en mer du Nord. » (photo « Unidade popular »)

Une victoire pour la classe ouvrière polonaise

La presse de Varsovie poursuit ces jours-ci une campagne dépitée contre la lutte victorieuse de la classe ouvrière polonaise, cherchant à présenter comme des faits isolés les réactions violentes qui ont conduit à l'annulation précipitée de la hausse des prix des produits alimentaires, comme à justifier l'intervention — passée et à venir — des forces de répression.

C'est ainsi que des motions bidons de prétendus « travailleurs » sont abondamment publiées, se déclarant « convaincus de la nécessité de modifier la structure des prix » et « condamnant fermement tous ceux qui ont troublé le déroulement normal des consultations et provoqué des incidents et des excès méritant un châtement ».

Le quotidien « Zycie Warszawy » ose même écrire : « Aucun pays civilisé, aucune société, indépendamment du régime social (!) ne peut demeurer passive devant des tentatives de pillage, devant des tentatives de réveiller les

instincts immuables de la foule, instincts menaçant l'ordre public et la sécurité de chacun. De telles tentatives doivent être et seront jugulées avec toute la sévérité de la loi ! il est difficile d'imaginer un langage plus réactionnaire, un mépris plus ouvertement affichés pour les revendications fondamentales des masses populaires ! Pourrant la palme revient encore à « L'Humanité » citant le directeur de la télévision polonaise : « Des voyous ont profité des circonstances pour commettre des actes d'anarchie et de vandalisme... ! »

Les véritables voyous, ce sont bien la poignée de nantis qui s'emplit les poches, mène une vie fastueuse, sur le dos de la classe ouvrière polonaise. Mais la combativité de celle-ci les affole. Redoutant de voir se reproduire les grandes luttes de Gdansk, en 1970, ils viennent de mettre les pouces, attendant une meilleure occasion de faire passer leurs mauvais coups. Il risque

d'attendre longtemps. Les ouvriers polonais n'oublieront pas les leçons de la victoire qu'ils viennent de remporter à Ursus et à Radom.

PORTO-RICO CHACUN POUR SOI

C'est sous le signe de la « reprise économique » que Ford, puissance invitante a voulu placer la conférence économique et monétaire de Porto Rico qui fait suite au « sommet » de Rambouillet. En fait il semble que ce soit là un thème bien ardu pour redorer le blason électoral du porte-parole de l'impérialisme US. Car si chacun des grands pays riches du monde occidental est d'accord pour chanter la « reprise », si tous s'inquiètent de la grave menace que fait peser sur elle l'inflation mondiale incontrôlable, les avis divergent considérablement sur les remèdes à y apporter.

La Grande-Bretagne et l'Italie sont même mal à l'aise pour parler de « reprise » économique en ce qui les concerne. Ford plaide pour que les pays présents s'efforcent de réduire le déséquilibre de leurs paiements. Il semble viser là principalement la RFA et le Japon, ce dernier étant

souçonné de soutenir artificiellement le yen à un bas niveau pour favoriser ses exportations.

Giscard s'est de son côté élevé contre les tendances protectionnistes affirmées par les USA, qui viennent notamment d'imposer des quotas rigoureux à l'importation des aciers spéciaux en provenance de la CEE. La situation économique italienne préoccupe tout le monde et suscite plus d'un désaccord.

L'attitude à adopter face au dialogue Nord-Sud est un autre sujet de clivage entre la superpuissance américaine qui prêche la confrontation et les pays du second monde, tels la France, qui ont intérêt à certains compromis avec les légitimes exigences du tiers monde. Bref, le communiqué commun qui doit être adopté à l'issue de cette conférence-éclair, devra sans aucun doute se cantonner dans de vagues et plates généralités.

CUNHAL A LA DERIVE

(suite de la page 1)

Il est significatif que les mots d'ordre du dernier meeting électoral de soutien à la candidature Carvalho aient été « Eanes au Brésil », « Eanes assassin ».

Rien ne peut mieux servir les plans du PCP qui ne répugnera pas à offrir sa contribution « de gauche » au futur gouvernement, le moment venu sous prétexte de rééquilibrer le nouveau. Pato, candidat du PCP, s'est également contenté d'expliquer le succès relatif de Carvalho par « le désir du peuple de contenir la droite ».

Bien entendu si sa campagne électorale contenait de très violentes attaques contre la droite, les fascistes, l'impérialisme américain, Carvalho s'est par contre montré discret dans ses criti-

ques du PCP et carrément absent en ce qui concerne la dénonciation du social-impérialisme russe. Voilà qui explique que ni Pato, candidat du PCP, ni Carvalho n'aient consenti à annoncer à l'avance en faveur de qui ils se désisteraient éventuellement en cas de second tour... Probablement se réservaient-ils ainsi la possibilité de le faire l'un en faveur de l'autre.

La vigilance politique demeure donc de rigueur au Portugal parce que le gouvernement socialiste va devoir affronter une très grave situation économique qui le rend vulnérable aux pressions et dépendant de l'extérieur. Parce qu'il s'est toujours montré conciliateur envers les forces prosoviétiques, le récent communiqué commun publié à Moscou par les dirigeants soviétiques et Melo Antunes, qui glorifie la « détente » et célèbre la coopération entre les deux pays, en témoigne.

Suite de la déclaration du Bureau politique du PCMLF sur les récents événements de Pologne.

Soyons sûrs que la lutte des masses populaires dans les pays contrôlés par l'URSS se développe partout, notamment à l'intérieur même de l'URSS où de multiples révoltes ne cessent d'éclater. Ceci doit nous remplir de confiance sur l'avenir. Même si pour échapper à leurs difficultés insurmontables les sociaux-impérialistes russes aux abois dans leur empire se lancent dans l'expansion militaire et la guerre, l'avenir appartient aux peuples et non aux révisionnistes.

VIVE L'HEROIQUE CLASSE OUVRIERE POLONAISE !

Liban

Sauvages bombardements contre les camps palestiniens

La Conférence quadripartite de Ryad s'est terminée ces jours derniers sur un accord scellant la réconciliation de l'Égypte et de la Syrie. Un appel commun a été lancé à toutes les parties en conflit au Liban, afin de faciliter la mission de la « force de paix » arabe. La conférence a enfin décidé que les pays participants déploieraient tous les efforts pour réaliser une solution de la crise libanaise dans le cadre des accords conclus entre les autorités libanaises et la Résistance palestinienne.

Mais alors que les troupes syriennes continuent d'évacuer les abords de Beyrouth, les phalangistes continuent de pilonner sauvagement les camps palestiniens de Tall El Zaatar et Jisral Bacha, situés à l'est du quartier chrétien de Beyrouth ! On compterait déjà plus de 1 000 victimes, parmi lesquelles nombre de femmes et d'enfants, dans les camps ainsi sauvagement bombardés. Pendant ce temps, le port de Beyrouth est à nouveau la proie des flammes.

nouvelles intérieures

NON, ROMAIN TU N'ES PAS SEUL !

Alors que se poursuit le complot du silence contre notre camarade Romain Le Gal, dans le peuple la solidarité ne cesse de se développer. Chaque jour, de nouvelles motions nous parviennent dénonçant la répression, exigeant la libération de Romain. Elles nous viennent de travailleurs, de sections syndicales, d'enseignants, de paysans, d'étudiants, des entreprises, de quartiers.

C'est ainsi que plusieurs sections syndicales CFDT viennent à leur tour de nous faire parvenir différentes motions.

La section CFDT des communaux de la ville de Livry-Gargan écrit : « Nous sommes tous concernés par la répression qui s'abat de plus en plus contre tous les travailleurs français et immigrés, par le gouvernement. Nous sommes solidaires de la juste lutte des travailleurs qui combattent contre le capitalisme sous toutes ses formes ; c'est pourquoi nous exigeons :

— la libération immédiate de Siméoni, Le Gal et de tous les emprisonnés politiques.

— la levée de toutes les inculpations.

— la suppression de la cour de sûreté de l'État.

De son côté, la section CFDT de l'agence d'urbanisme de la communauté urbaine de Lille a adopté une motion dans laquelle elle déclare notamment qu'elle « exprime sa solidarité totale à toutes les victimes de la répression que la bourgeoisie intensifie face à la montée des luttes, exige la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État, la réintégration de tous les militants syndicaux et travailleurs licenciés, l'annulation des expulsions de travailleurs immigrés ».

A Argenteuil, les sections CFDT du CES Claude Monet et du lycée technique Victor Puiseux ainsi que des institutrices du groupe Langevin 2 ont adopté un « appel contre la répression » dans lequel elles affirment : « Nous, enseignants, exigeons :

— la levée de toutes les inculpations et condamnations.

— la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

— la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux dont Siméoni, militant autonomiste corse et Le Gal, militant marxiste-léniniste.

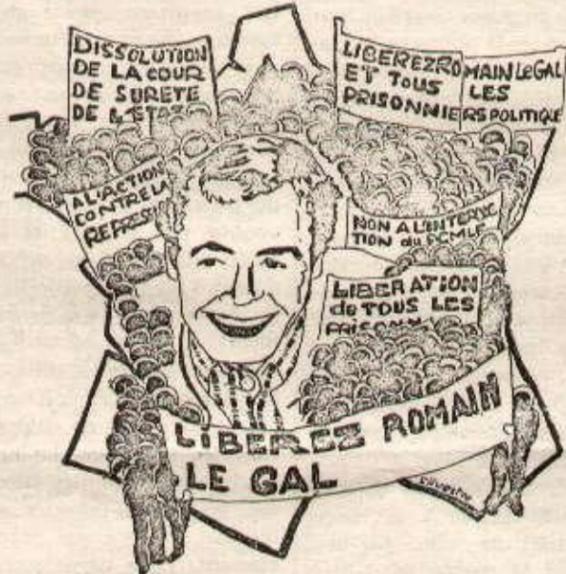
— la réintégration de tous les militants syndicaux et travailleurs licenciés. »

A Aix-en-Provence, à l'occasion d'un meeting contre la répression organisé par l'Humanité rouge et la JCMLF et auquel participaient le comité de coordination des foyers Sonacotra, le Mouvement d'action judiciaire et la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France,

zaines d'habitants ont signé une « pétition pour la libération des détenus politiques ».

A Austerlitz, de nouveaux postiers ont pour leur part adopté une motion déjà signée par plusieurs dizaines d'entre eux.

Les paysans marxistes-léninistes du Nord-Finistère ont de leur côté envoyé une lettre à Romain où ils écrivaient : « Dernièrement



une lettre adressée à Romain a été adoptée. Elle déclare notamment : « Depuis deux mois, en l'emprisonnant, la bourgeoisie a cru se débarrasser d'un militant ouvrier marxiste-léniniste. Mais on n'emprisonne pas la colère du peuple et l'espoir de millions de travailleurs. Toutes les luttes qui se développent dans les usines, les quartiers et les campagnes montrent que la répression ne peut rien contre les aspirations des masses. Tiens bon, Romain, Lecanuet et Ponia céderont, nous obtiendrons ta libération. »

A Créteil, plusieurs di-

des paysans du Finistère ont été condamnés par l'application de la loi anticasseurs. Début juillet, d'autres paysans seront jugés en appel à Rennes. Ainsi l'État multiplie la répression envers tous les travailleurs. Mais déjà, un courant contre la répression s'amplifie. Comme dans de nombreuses villes, un comité de soutien a été créé à Brest pour exiger la libération et celle de tous les emprisonnés politiques et syndicaux, pour exiger la levée de toutes les inculpations.

« Garde courage, Romain. Nous t'assurons de notre soutien fraternel. »

Aujourd'hui mercredi

Une délégation des comités de soutien rend visite à Romain Le Gal

Une délégation des comités de soutien à Romain Le Gal de Bretagne, à l'initiative du comité de Lorient, devait se rendre à Paris ce mercredi pour protester contre le maintien arbitraire de Romain Le Gal en prison et exiger sa libération immédiate. A l'heure où nous mettons sous presse nous ne pouvons faire un compte-rendu de cette délégation. Voici donc quel en était le programme. Composée de parents de Romain, de représentants des comités de soutien de toute la Bretagne et de personnalités telles que le général de la Bollardière et Jean Cardonnel elle devait à 11 heures faire une demande d'entrevue à Lecanuet, à 14 heures elle devait donner une conférence de presse puis rendre visite à Romain à la prison de Fresnes.

Nous rendrons compte des résultats de cette délégation dans notre prochaine édition.

Le PCF et la conquête des cadres

Les cadres sont devenus l'enjeu d'une lutte entre les différents partis de la bourgeoisie, et notamment entre le PS et le PCF. L'hebdomadaire « Le Point » de cette semaine titre « Les cadres lâchent Giscard » et indique que 47 % des cadres supérieurs et 56 % des cadres moyens seraient prêts à voter pour la « gauche » si des élections législatives devaient avoir lieu aujourd'hui. Pour les partis de la bourgeoisie actuellement au pouvoir, l'objectif est de maintenir leur influence. C'est là une des causes de la « réforme de l'entreprise » dont on nous parle tant ces temps-ci. Les cadres, qui profitent de l'exploitation des travailleurs, sont des auxiliaires du patronat, ne détiennent pas cependant le pouvoir dans les entreprises, ne possèdent pas les moyens de production. C'est à cela qu'ils aspirent. PS et PCF qui se disputent pour obtenir leurs bonnes grâces, veulent apparaître comme ceux qui sont le mieux en mesure de répondre à leurs ambitions.

C'est ainsi que dans « Le Point », le dirigeant socialiste Attali qui est lui-même un haut cadre affirme : « Ce qui est faisable aujourd'hui c'est l'association directe des cadres à l'exercice du pouvoir ». Il ne s'agit donc pas de remplacer les actuels patrons mais de permettre aux cadres de partager leur pouvoir.

Les dirigeants du PCF, quant à eux, leur promettent plus.

C'est ce que montre le numéro de « France nouvelle » de cette semaine.

On veut d'abord nous présenter les cadres comme des « victimes » : « victimes parce que, également producteurs de richesses, ce ne sont pas eux qui en tirent profit ». (alors qu'on nous indique un peu plus loin que leur salaire moyen est environ de 7 900 F par mois). « Victimes, parce qu'ils sont utilisés par le pouvoir et le patronat pour aggraver encore l'exploitation de la classe ouvrière ». (ceci est destiné aux ouvriers pour essayer de leur faire admettre que les cadres n'y sont pour rien s'ils leur en font baver).

Puis, on nous explique qu'il n'est évidemment pas question que demain les cadres puissent être dirigés par les ouvriers. Voici ce qu'écrivit à ce sujet « France

nouvelle » : « Devront-ils se soumettre, demain, à la classe ouvrière ? S'il est vrai qu'ils exercent une fonction de commandement ils passent donc leur temps à "diriger" des ouvriers dont on leur dit qu'ils deviendront demain des "dirigeants". C'est l'imbroglio ou l'impasse. Qu'ont-ils à gagner dans ce cas à un renversement de situation ? Cette confusion part d'une interprétation tout à fait erronée de ce que nous entendons par rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Il est évident que la classe ouvrière ne va pas jouer le patronat aujourd'hui. Concrètement, au plan de l'entreprise, cela signifie que les ouvriers ne vont pas "diriger" les ingénieurs dans leur travail. C'est pourquoi d'ailleurs, nous militons contre l'élection du "chef" par les ouvriers. » C'est clair. Promesse est faite aux cadres qu'il

n'est pas question que les ouvriers dirigent les entreprises, que, eux, messieurs les révisionnistes, s'y opposeront de toutes leurs forces. Par contre, on nous parle un peu plus loin du « rôle spécifique dans la direction et la gestion de l'entreprise » qu'auront les cadres « demain ». On nous dit encore « que compte-tenu de leur savoir et de leurs compétences, les cadres pourront jouer un rôle de formation et d'information particulièrement intéressant en direction des ouvriers ».

Ainsi, ce que les révisionnistes promettent aux cadres, c'est non seulement le maintien de leurs privilèges et de leur domination sur les ouvriers, c'est leur participation à la direction des entreprises. Dans les entreprises nationalisées, les cadres seraient les nouveaux patrons. Pour la classe ouvrière, il ne s'agirait que d'une forme nouvelle de l'exploitation capitaliste.

CYNIQUES DECORATIONS POUR LA POLICE

Poniatowski, ministre de l'État bourgeois, vient de décorer 64 de ses flics-cowboys de la Légion d'honneur.

Auront ainsi la Légion d'honneur les flics qui tirèrent sur les viticulteurs corses à Aléria, ceux qui tirèrent sur les viticulteurs du Midi et tuèrent le petit viticulteur Émile Pouyte à Montredon (Aude). L'obtiendront peut-être aussi ceux qui tuèrent froidement un représentant de commerce dans le 13^e arrondissement de Paris, ceux qui tuèrent récemment aussi un immigré Portugais à Gentilly (Val-de-Marne), ceux qui tuèrent soi-disant par erreur Bernard Bapedou employé de banque à Fontenay, alors que l'autopsie révèle qu'il a été littéralement mitraillé

et atteint de 5 balles, dans la région frontale, à l'abdomen, dans la région lombaire, à la main droite et à l'avant-bras gauche. Seront peut-être décorés aussi ceux qui assassinèrent nos frère immigrés comme ce fut le cas de Mohamed Diab par le flic Marquette.

A la cour de sûreté de l'État aussi on fait des cadeaux aux flics. L'audience civile du procès d'Aléria qui s'est déroulée

jeudi 24 juin réclame des sommes incroyables pour l'indemnisation des familles de flics tués à Aléria. La cour condamne 4 accusés dont Edmond Siméoni en vertu de l'article 314 du code pénal, pour « violence résultant d'une action concertée à force ouverte » à verser :

1) 691 613 francs d'une part,

2) 160 030 francs d'autre part,

3) 222 845 francs à l'agent judiciaire au trésor, à titre de remboursement des prestations servies aux parents des victimes,

4) 15 369 francs à l'agent judiciaire du Trésor, en réparation des dommages causés aux véhicules administratifs.

Mais des travailleurs immigrés sauvagement assassinés, des petits paysans, à Épinal et Montredon tués froidement et des autres victimes de la gâchette facile de flics-assassins, qu'auront leurs enfants, leurs familles,

Mais un jour cette bourgeoisie qui tue et qui réprime aura son juste revers de médailles... Et la violence populaire l'emportera sur la violence de la bourgeoisie.

Des travailleurs luttant contre la répression

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



QUELLE POLITIQUE COMMANDE L'ATTITUDE ANTI-OUVRIÈRE DES DIRIGEANTS PCF-CGT ?

Les communistes marxistes-léninistes de Lyon ont commencé à tirer les leçons des luttes récentes de la région lyonnaise, dans leur bulletin «Lyon rouge». On s'aperçoit tout de suite que les travailleurs se sont heurtés à la politique de sabotage des responsables PCF-CGT.

La défense de la hiérarchie capitaliste, placer au premier plan la rentabilité et l'intérêt national au lieu de lutter contre les licenciements et le chômage, c'est la pratique quotidienne des dirigeants révisionnistes. Quelle politique commande leur attitude antiouvrière ? C'est ce sur quoi porte la suite de l'article de Lyon rouge, dont nous continuons à publier des extraits.

Esperant bien un jour devenir les gestionnaires du capitalisme en France, ils veulent se réserver la possibilité eux aussi de concentrer les entreprises, de les restructurer en licenciant des ouvriers, en augmentant les cadences et la «mobilité de la main-d'œuvre» au nom de la sacro-sainte rentabilité, comme cela se pratique déjà en URSS depuis la mise en place du nouveau système économique à partir de 1965.

Leur fameux «réalisme» dans les luttes ne doit pas faire illusion. Ils négocient les licenciements avec les patrons, non pas par mollesse, mais parce qu'ils se placent eux-mêmes sur le terrain des patrons, parce qu'ils sont pour un régime bourgeois, un régime de chômage, de bureaux de

Un aspirant à la gestion des monopoles capitalistes...

C'est tout cela qu'il faut bien voir, même s'il s'agit d'une réalité parfois dure à regarder en face. Séguy, dans son livre autobiographique intitulé «Lutter», nous dit en page 218 : «Je crois que la meilleure solution, étant donné la concurrence redoutable sur le marché mondial de la construction automobile, aurait été de donner à la Régie nationale Renault, le monopole complet de la construction automobile française. Seule cette nationalisation peut permettre à notre pays de conserver sa place sur ce secteur.»

Séguy parle tout simplement en futur capitaliste, en

«Si nous parvenons en France à faire triompher le Programme commun, il est clair qu'un certain nombre de sociétés capitalistes françaises, de taille internationale, deviendront de grandes entreprises nationalisées pouvant exercer une activité internationale comme la Régie Renault, l'EDF, la SNCF, les Charbonnages de France. J'ai la conviction que si les pays socialistes — il faut sous-entendre l'URSS et le COMECON dominé par elle — avaient la possibilité de choisir pour la satisfaction de leurs besoins économiques, techniques et scientifiques entre les sociétés multinationales capitalistes, ils choisiraient à égalité de prix et de service, les sociétés nationalisées, ne serait-ce que par solidarité avec l'action des forces démocratiques des pays concernés.»

... doublé d'un partisan de la soumission à l'URSS

Ainsi donc, d'après Séguy, les sociétés nationalisées qu'il nous promet seront plus compétitives, c'est-à-dire en dernière analyse que l'exploitation des travailleurs y sera scientifiquement organisée, mais en plus ces sociétés verraient s'ouvrir devant elles le large marché des pays de l'Est.

Il n'est un secret pour personne que l'URSS a un besoin urgent de mettre la main sur le potentiel économique de l'Europe. L'URSS connaît d'importantes difficultés économiques : les plan quinquennaux même révisés en baisse ne sont en général pas remplis et entre 1974 et 1975, la production industrielle a baissé de 4 % et de 10 % pour la production agricole (...).

Si la production industrielle et agricole a baissé

en 1975, par contre tous les records de production de l'acier ont été battus. L'URSS a même acheté de l'acier en Belgique et au Luxembourg, et le peuple soviétique subit la politique dite «des canons et pas de beurre» (...).

Séguy et les autres dirigeants révisionnistes présentent l'URSS comme un grand pays socialiste amoureux de la paix et ils font miroiter la perspective de fructueux échanges économiques avec l'URSS. Ce sont non seulement les défenseurs d'un nouveau capitalisme monopoliste d'État, mais en même temps ils font le jeu de la politique fondamentale du social-impérialisme russe qui vise à remplacer la mainmise américaine sur l'Europe par sa propre mainmise.

Les dirigeants du PCF et de la CGT ne représentent pas un courant ouvrier qui serait simplement ramolli, qui serait un peu trop conciliant à l'égard des patrons, qui aurait quelques défauts bureaucratiques qu'on espérerait voir corriger. La ligne qu'ils suivent, le régime où ils voudraient conduire la classe ouvrière ne serait pas une sorte de régime capitaliste un peu amélioré par quelques réformes. Ce serait le maintien et l'aggravation de l'exploitation capitaliste, un régime de bas salaires, d'accélération des cadences, de chômage. Ce serait un régime d'encadrement, de répression de la classe ouvrière ; un régime qui ne se contenterait pas de prendre modèle sur le social-fascisme soviétique, mais qui ajouterait à l'exploitation des travailleurs la tutelle et le pillage de la superpuissance qu'est devenue l'URSS.

la France des luttes

Clermont-Ferrand A l'hôpital Ste-Marie

Recul de la direction sur un licenciement

Les élèves infirmiers (ères) ont engagé fermement la lutte contre le licenciement de 6 d'entre elles. Les sections syndicales CFDT et CGT du CMP de Ste-Marie expliquent ici le déroulement de la lutte.

Après le licenciement de 6 élèves infirmiers de l'HP Ste-Marie de Clermont-Ferrand, la direction a voulu aller encore plus loin vers la répression en convoquant un nouveau conseil technique le mercredi 23 juin, pour étudier le cas d'un élève qui à l'annonce des premiers licenciements aurait soi-disant injurié des membres du conseil technique, cet élève ayant été préalablement admis en troisième année.

Lundi 21 juin à 13 heures, une assemblée générale du personnel eut lieu, convoquée par la CGT et la CFDT (la CFTC au début d'accord s'est désolidarisée de l'action au dernier moment). A cette AG il fut décidé d'appeler à un débrayage pour le 23 à 8 heures et de partir en délégation au conseil technique pour obtenir la réintégration des six élèves licenciés et d'éviter un septième licenciement. Pour préparer ce débrayage un tract CGT-CFDT fut distribué et une pétition circula, qui ramassa en une seule journée près de 150 signatures.

Le mercredi 23 à 8 heures, c'était près de 100 personnes, toutes catégories comprises (médecins, psychologues, assistants sociales, infirmiers, stagiaires, kinés) qui se retrouvaient à l'entrée de l'hôpital pour aller au conseil technique. C'était la première fois que le personnel se mobilisait pour défendre les élèves licenciés. Une partie impor-

tante du personnel a pris conscience que si la direction frappait aujourd'hui les stagiaires qui risquent de mettre en cause sa politique, demain ce serait au tour des diplômés de subir la répression patronale.

Devant la mobilisation des travailleurs, la direction recula en mettant (à la place — NDLR) un blâme et trois jours de mise à pied à l'élève accusé.

Ce résultat peut être considéré comme positif car la direction était absolument prête à opérer un 7e licenciement. Seule l'action des travailleurs l'a fait reculer. C'est une leçon pour l'avenir.

Il ne faut pas s'arrêter là, les 6 autres licenciements sont maintenus. La direction, qui a reçu les délégations syndicales après le conseil technique du 23, s'est refusée à recevoir les licenciés pour leur donner des justifications et revenir sur sa position.

Les organisations syndicales s'engagent donc à poursuivre l'action sous toutes ses formes possibles.

A l'heure où le chômage frappe de plus en plus, à l'heure où les travailleurs subissent continuellement la répression patronale, la direction du CMP de Ste-Marie saura que les travailleurs ne se mettront pas à genoux.

Sections syndicales
CGT-CFDT du CMP
de Ste-Marie de
l'Assomption
de Clermont-Ferrand.



placement et ceci en utilisant l'étiquette socialiste pour mieux le camoufler.

D'ailleurs tous les travailleurs qui ont vu les révisionnistes se démener pour saboter les luttes savent bien que lorsqu'il s'agit de défendre le capitalisme, l'exploitation des ouvriers, les révisionnistes ne font pas preuve de passivité. Les manœuvres grossières, les insultes, les calomnies, les agressions physiques, etc., donnent un avant-goût des méthodes qu'ils utiliseraient contre la classe ouvrière s'ils étaient au pouvoir. Ces véritables méthodes fascistes ne sont-elles pas, même si le PCF veut le cacher, tout à fait à la manière de celles qu'on commence à mieux connaître en URSS et dans d'autres pays révisionnistes ?

futur impérialiste qu'il est. D'après Séguy, les nationalisations rendront notre économie enfin compétitive et lui permettront de s'imposer sur les marchés internationaux.

Nous tenons à dire à Séguy que la classe ouvrière n'a rien à faire avec cette compétition qui ne peut intéresser que les patrons qui font des pieds et des mains pour placer leurs marchandises et devancer leurs concurrents. La classe ouvrière lorsqu'elle sera véritablement au pouvoir en France œuvrera avec les autres travailleurs pour satisfaire de façon planifiée et rationnelle les besoins du pays et pour améliorer sans cesse ses conditions de vie et de travail.

Les relations économiques internationales seront placées sous le signe de l'entraide mutuelle et en aucun cas d'une quelconque compétition internationale.

Séguy va encore plus loin page 220, il nous affirme :

A l'institut médico-éducatif de la Montagne-Ste-Anne (Dijon)

LUTTE DES EDUCATEURS POUR LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL

C'est suite aux assemblées générales des 15 et 17 juin, que les éducateurs d'internat de l'institut médico-éducatif (IME) de la Montagne Ste-Anne se sont mis en grève la nuit.

En effet l'IME de la Montagne Ste-Anne est un des derniers de la région où les éducateurs assurent les nuits de la façon suivante : «nuits d'une amplitude de 10 à 11 h 30 payées 2 heures, pendant les autres heures ils sont censés dormir». Ces conditions de travail sont inacceptables pour les éducateurs et de plus, la sécurité des enfants est très mal assurée. Ce que veulent les éducateurs, ce sont donc : «de meilleures

conditions de travail, la sécurité des enfants réellement assurée».

Ils entendent continuer la grève jusqu'à ce que l'employeur prenne l'engagement écrit d'embaucher du personnel qualifié (veilleurs, aides-soignantes) pour la nuit, cela pour la rentrée de septembre 76.

Une assemblée générale a lieu chaque jour, la grève est animée par les travailleurs, syndiqués CFDT-CGT et non-syndiqués.

Les travailleurs de jour manifestent leur solidarité avec les grévistes de nuit par des débrayages. Une information a été faite par tract et discussion auprès des parents des enfants, une pétition présentée aux pa-

rents lors de la kermesse du 26 juin a récolté de nombreuses signatures. Tous les jours, les grévistes s'assurent que la sécurité des enfants est bien assurée. Le patron a dû céder car il vient d'embaucher des veilleurs de nuit pour assurer la garde de nuit des enfants.

Dans l'enfance inadaptée, comme ailleurs, seul le profit compte, peu importe aux patrons si les conditions de travail sont mauvaises et si les enfants ne peuvent pas ainsi être bien surveillés.

Soutenons la lutte des éducateurs de l'IME de la Montagne Ste-Anne.
Correspondant HR.





Au Service social breton LES TRAVAILLEURS SOCIAUX CONTRE LA REPRESSION

Le Service social breton est un centre d'hébergement à but de réinsertion professionnelle qui accueille, depuis 1974, des jeunes femmes en «difficulté et situation de détresse» conformément aux normes de l'Aide sociale. Ce centre est financé par des fonds publics et géré par une association privée à but non-lucratif.

Depuis le 11 juin, les travailleurs de l'équipe éducative sont en grève.

Le mouvement des travailleurs est la riposte, d'une part aux pratiques racistes de la direction concernant les hébergées du centre d'accueil, on refuse les étrangères, et particulièrement les noires et les arabes, d'autre part contre la répression antisyndicale, un licenciement ayant été prononcé avant la grève.

Aujourd'hui, l'ensemble des travailleurs grévistes sont licenciés illégalement, chassés du foyer par les flics à la demande de la direction. Néanmoins, l'ensemble des grévistes poursuivent l'action et simultanément, les hébergées du service social prennent parti pour les travailleurs mais subissent elles aussi la répression, certaines d'entre-elles sont ainsi expulsées sans motif, et cela avec l'aide des flics.

Cette lutte fait apparaître 3 axes fondamentaux :

- 1) La lutte contre le racisme.
- 2) La riposte contre l'atteinte aux droits de tous les travailleurs.
- 3) Enfin, la dénonciation des foyers à caractère soi-disant social !

Les travailleurs en grève, le Comité de soutien appellent les travailleurs et habitants du quartier à soutenir leur lutte, et à participer massivement au rassemblement qui aura lieu jeudi 1er juillet à 17 h 30, au 28 rue du Cotentin Paris 15e.

Correspondant HR 15e

ALLOCATIONS VIEILLESSE ET HAUSSE DES PRIX

Voici quelques jours, «on» faisait état avec force «sourires» aux personnes âgées de plus de 65 ans et bénéficiaires du Fonds national de solidarité, de la décision du conseil de Paris de relever le plafond de l'allocation facultative que leur verse la ville de Paris. De 950 F ce plafond va être porté à 1 050 F au 1er juillet. «On» ajoutait que tous les autres plafonds de l'aide sociale facultative seraient également relevés. C'est ainsi que les personnes âgées ne répondant pas aux conditions d'attribution de l'allocation «ville de Paris» — résider depuis plus de 3 ans à Paris, avoir plus de 65 ans et être allocataire du Fonds national de solidarité — ainsi que les invalides devraient toucher 810 F au lieu de 745 F. De leur côté les femmes seules toucheraient 700 F au lieu de 575 F.

La semaine précédente, un communiqué du ministère du Travail avait annoncé la décision du «gouvernement... d'augmenter de 450 F dès le 1er juillet 1976 le minimum global qui sera ainsi porté à 8 500 F par an. Et le communiqué d'ajouter que cette décision avait «été prise dans le souci de préserver le pouvoir d'achat des titulaires du minimum vieillesse».

Un communiqué émanant cette fois du ministère des Finances nous met mieux à même aujourd'hui de mesurer l'étendue de ces «générosités» de la bourgeoisie à l'égard des vieux.

Le ministère des Impôts a en effet rendu public le 28 juin l'indice officiel des prix à la consommation parue le mois de mai. Il s'établit à 164,9 et est donc en augmentation de 0,7 % par rapport au mois d'avril, soit de 9,5 % par rapport à l'an dernier. Il y est précisé que dans chacun des grands groupes — alimentation, produits manufacturés, services — la hausse a été de 0,7 % en un mois. De Porto Rico où il se trouve actuellement, le banquier Fourcade a commenté ces résultats d'un ton qui le montrait comme toute content de lui, et fort satisfait de ce que «l'indice du mois de mai ait marqué une augmentation un peu inférieure à celle des 2 mois précédents...» ! Il est sûr que pour leur part les vieux travailleurs contraints de vivre avec 800 et quelque francs, ou moins par mois, se montreront beaucoup moins satisfaits de ce nouvel exploit du régime capitaliste !

UN OUVRIER TUÉ, UN AUTRE GRIÈVEMENT BLESSÉ A LORIENT

Un ouvrier a été tué et un autre grièvement blessé, au cours d'un «accident du travail» qui s'est produit, jeudi, dans une entreprise lorientaise.

A la suite de la rupture d'un câble, plusieurs tonnes de bois, qui allaient être posées sur un chariot élévateur, se sont abattues sur deux ouvriers d'un dépôt de bois et menuiserie de Lorient (Morbihan). L'un des deux hommes, M. Michel Le Goff, 29 ans, de Kervignac (Morbihan), a été tué sur le coup. Son compagnon, M. Armand Le Porhriel, 55 ans, de Lorient, a été hospitalisé dans un état grave.

la France des luttes

Rassemblement national les 7 et 8 août en Lozère à l'appel du comité de défense de la vallée de Naussac

TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS

Les 7 et 8 août, le comité de défense de la vallée de Naussac organise un rassemblement national. Il s'agit d'une étape essentielle dans la lutte engagée depuis de nombreuses années par les travailleurs de la région contre le projet de construction d'un barrage qui avait pour première conséquence la ruine de la population locale, et en particulier des paysans. C'est pour préparer ce rassemblement qu'à la demande du comité de défense de la vallée de Naussac une réunion devait se tenir aujourd'hui mercredi à 20 h 30 à la faculté de Jussieu Tour 46.

En février dernier «l'utilité publique» de ce projet de barrage a été reconnue. Et déjà l'administration s'apprête à en entamer la réalisation. Mais la population locale manifeste très largement sa résistance. Notre journal s'est déjà fait

largement l'écho de la démission des conseils municipaux de Langogne et de plusieurs autres communes, et du boycott presque unanimement suivi aux 2 tours lors des élections municipales organisées les 23 et 30 mai par la préfecture : 6 votant sur 2 700 inscrits c'était l'affirmation de la détermination de la population d'empêcher coûte que coûte la construction de ce barrage, d'affirmation aussi de son unité dans la lutte. D'autres formes de combat sont également employées. Ainsi le 5 mars, le directeur de l'équipement qui voulait se rendre sur les lieux s'en était vu empêcher par des barrages de tracteurs. Cette volonté unanime de travailler et de vivre au pays voilà ce qu'exprimera et ce que renforcera le rassemblement des 7 et 8 août.

APPEL DU COMITÉ DE DÉFENSE DE LA VALLÉE DE NAUSSAC

Non à la liquidation de la Lozère : département le moins peuplé et le plus pauvre de France.

Quelques faits : la population de la Lozère est passée de 144 700 habitants en 1851 à 77 300 habitants en 1968 ; il n'y a plus aucune industrie (citons la fermeture des usines de St-Chély), les écoles communales sont supprimées ; — les lignes de chemin de fer sont supprimées ; — les entreprises, jugées non rentables, périclitent et contraignent de ce fait les jeunes à s'expatrier pour aller gagner leur vie loin de leur pays natal ou finir cancéreux sur place en travaillant dans les gisements d'uranium ; — quant à l'agriculture, elle subit le même sort : on nous amuse avec des soi-disant crédits de rénovation rurale, mais on supprime tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie rurale.

Toute la Lozère est sacrifiée : Parc des Cévennes, où l'armée vient du Larzac pour s'entraîner ; Marvejols où on exproprie des paysans pour un parc zoologique, le Causse Méjean où des paysans se battent contre le complexe touristique, le «Luna-Park» caussenard, gisements d'uranium dangereux pour ceux qui y travaillent et vivent aux alentours, etc.



Ceux qui ne sont pas dans la «droite ligne» sont l'objet de pressions ou de licenciements comme Huillet chargé d'études à l'aménagement rural à la DDA.

Sauver Naussac c'est préserver l'avenir de la Lozère : 1 280 ha de terres sont ainsi anéanties par la construction du barrage-réservoir. Le but annoncé c'est : soutenir les étiages de l'Allier et de la Loire. Mais en vérité il s'agit de camoufler la pollution produite par les industriels du val d'Allier, de développer les centrales nucléaires existantes et à venir du val de Loire et de créer un terrain de manœuvres pour l'armée (stockage d'engins nucléaires ?).

Le barrage de Naussac : coup dur pour l'économie locale: disparition de 60 exploitants agricoles, industrie du bois et commerce menacés. Le barrage de Naussac : coup dur pour ceux qui restent : marécage à la porte de Langogne, insalubrité du climat assurée. 1 270 ha de boue en été, source de moustiques et de puanteur en été qui chasseront les touristes ; détournement de plusieurs rivières.

Nous lançons une véritable mobilisation pour :

- l'abrogation de la soi-disant «utilité publique» de ce projet imbécile et meurtrier ;
- dénoncer la méthode : mise devant le fait accompli et jeu de division des élus ;
- dénoncer la désertification et la sous-industrialisation de la région au profit de l'urbanisation et de l'industrialisation à outrance des métropoles ;
- défendre le droit à la parole et à la vie.

Unissons-nous tous pour défendre le droit de travailler et de vivre au pays.

Comité de défense
de la vallée de Naussac-Briges
48600 Grandrieu.

BORDEAUX. GREVE A LA SEP

A la SEP (Société européenne de propulsion), l'action engagée contre six licenciements et 15 avertissements continue. Les travailleurs avec la section CFDT et le comité de soutien appellent à :

GALA DÉBAT
SUR LA REPRESSION
MERCREDI 30 JUIN 18 HEURES
SALLE DES FETES DU GRAND PARC
A BORDEAUX



ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



Sécurité sociale (3)

Radiographie d'un déficit

Un conseil central de planification devait se tenir hier, 29 juin, dans le but de permettre au gouvernement de prendre les mesures nécessaires à la réduction du déficit de la Sécurité sociale qu'il estime devoir être de 10 milliards cette année. Reporté en raison de la session extraordinaire du Parlement, ce conseil se tiendra courant juillet.

« Si les dépenses de santé continuent de croître au rythme qui est le leur actuellement, plus aucun arrangement ne permettra de faire face au déficit croissant de la Sécurité sociale. Voilà comment la bourgeoisie présente aujourd'hui les choses. De cette situation découle évidemment selon elle qu'il est urgent de freiner les dépenses de santé. C'est le rôle qui sera attribué au prochain conseil central de planification.

Précisant cette analyse, « France-Soir » écrivait récemment : « Si les dépenses des Français pour se soigner — honoraires de médecins, médicaments, analyses, séjours à l'hôpital — continuent de progresser au rythme actuel, c'est à un déficit chaque année plus grave qu'on devra faire face. Ces dépenses doublent actuellement tous les cinq ans. » En termes clairs, cela signifie que « les Français » — et c'est de la masse qu'il s'agit, donc des travailleurs — se soignent trop. Leur santé coûte trop cher à l'État. D'où il découle en toute logique bourgeoise qu'il faut que cesse cette « générosité » excessive à l'égard de la santé du peuple.

Un train de mesures contre les travailleurs...

Les mesures que devrait mettre en place le conseil central de planification, « France-Soir » les voit au nombre de quatre :

« 1) Rendre les médecins conscients du poids économique de leurs prescriptions. Selon les capitalistes, les médecins ont d'une façon générale tendance à avoir le geste trop large lorsqu'ils prescrivent des soins, et en particulier... des arrêts de travail. Il va donc falloir leur donner envie d'éviter — chaque fois que possible — les gaspillages. Cela va sans doute de pair avec l'annonce toute récente de l'instauration d'une sélection plus sévère à l'entrée des études médicales, les académiciens estimant que « la sélection à l'entrée en PCEM-2... doit être précédée d'une stricte limitation à l'entrée en PCEM-1 d'étudiants ayant des chances raisonnables de réussir le concours d'entrée en PCEM-2... »

« 2) Intensifier le contrôle des médecins par la Caisse nationale d'assurance maladie. Il s'agit, précise « France-Soir », de « vérifier si les prescriptions de chaque médecin sont conformes à la moyenne de celles de leurs collègues exerçant dans des conditions comparables ». Prévoyant qu'« inciter » simplement les médecins à « éviter les gaspillages » risque de ne pas suffire, la bourgeoisie est disposée à recourir à des méthodes de contrôle réellement répressives. Ce système de contrôle existe déjà, et dès maintenant le fait qu'un médecin accorde trop d'arrêts de travail comparativement aux autres peut entraîner des sanctions, telles la rupture de la convention entre lui et la Sécurité sociale. Ce qui signifie que les malades qui vont le voir ne sont pratiquement pas remboursés, comme avec un médecin non-conventionné. Ce système sera étendu et renforcé.

« 3) Améliorer la gestion des hôpitaux. Il s'agit de faire des économies sur l'hospitalisation des malades. « C'est un problème important, disent les capitalistes, car les dépenses d'hospitalisation... augmentent de 30% par an. » Des hausses du prix de la journée d'hôpital sont à prévoir ; par ailleurs, nous annonce-t-on, « des services pour convalescents seront créés afin que les malades n'occupent pas plus longtemps que nécessaire les lits coûteux des services de soins intensifs ». Gageons que dans nombre de cas, les travailleurs seront bien vite mis en « convalescence » et que d'une façon plus générale les conditions déjà déplorables de leur hospitalisation vont encore se dégrader.

« 4) Améliorer la gestion des caisses elles-mêmes. Il s'agira entre autres de supprimer certaines catégories d'employés, et d'une façon générale de réduire les effectifs à la Sécurité sociale. Des bruits courent par ailleurs sur une possible suppression de l'accueil des assurés aux guichets. Tous les dossiers seraient alors envoyés par la poste et examinés par ordinateurs. Le remboursement immédiat des malades deviendrait impossible, dans le cas général, il faudrait attendre systématiquement au moins 15 jours ou trois semaines. L'on voit ce que cela aurait comme conséquence pour les travailleurs qui ont dû

payer 1 000 ou 1 500 F pour des radios !

« Et si tout cela ne suffit pas ? » s'interroge « France-Soir ». Alors « on pourrait être obligé d'en venir à des décisions plus désagréables pour les Français : augmentation des cotisations, dé plafonnement, limitation des participations auxquelles a droit chaque malade, système de franchise, diminution du taux de remboursement, etc. »

De fait, aujourd'hui, ces menaces semblent se préciser. Elles porteraient plus spécialement sur les indemnités versées en cas de maladie. Selon certains administrateurs syndicaux de la Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne (CPCAMRP) des modifications pourraient être apportées à la législation régissant le versement de ces indemnités journalières.

... Mais pour le plus grand bien des trusts pharmaceutiques

L'indemnité versée par les caisses de la Sécurité sociale pourrait être à l'avenir calculée et limitée en fonction du SMIC. De sorte que si aujourd'hui un malade peut toucher jusqu'à 52,66 F par jour — ce qui correspond à un salaire plafond de 3 160 F —, à l'avenir, avec la limitation au SMIC, le même malade ne toucherait plus qu'à peine la moitié de cette indemnité.

De sorte que les travailleurs auraient encore moins qu'aujourd'hui la possibilité de s'arrêter en cas de maladie. Ce n'est pas cette indemnité minable qui permettrait de boucler le mois. Ou bien alors, en cas de force majeure, il faudrait pouvoir recourir à une autre assurance ou à une mutuelle qui permette de toucher un complément. Mais qui peut aujourd'hui, alors que le chômage total ou partiel frappe des centaines de milliers d'ouvriers, faire face à ces nouvelles dépenses ?

Les plans des capitalistes sont clairs, et cela s'intègre parfaitement bien dans le cadre de la campagne qu'ils mènent actuellement contre « l'absentéisme ». Faire payer aux travailleurs les mêmes cotisations, et peut-être même les augmenter, et diminuer par contre les remboursements de la Sécurité sociale, voilà la recette que vient de trouver la bourgeoisie pour résorber le fameux déficit de la Sécurité sociale !

Ainsi que nous le disait récemment un travailleur,

guichetier à la CPCAMRP : « Tout cela est très grave. C'est notre droit à la santé qui est attaqué directement. D'autant que ces projets de la bourgeoisie ne sont que les premiers d'une longue liste. Il n'est pas impossible entre autres que le patronat profite de ces modifications apportées au versement des indemnités journalières pour supprimer aux travailleurs qui y ont droit actuellement, parce qu'ils sont mensuels par exemple, le paiement intégral de leur salaire en cas de maladie ».

On voit mieux maintenant à quoi devait aboutir la propagande que mène depuis plus de 6 mois la bourgeoisie sur le déficit de la Sécurité sociale. L'hospitalisation, les soins médicaux, d'analyses, les arrêts de travail, les dépenses imputables aux branches « famille » et « vieillesse », voilà, nous chante la bourgeoisie, les causes du déficit, c'est là-dessus qu'il faut comprimer les dépenses, etc. Alors qu'en fait ce dont il s'agit c'est de pomper dans ces secteurs l'argent des travailleurs pour grossir les profits des trusts pharmaceutiques.

Dans cette industrie, les capitalistes font d'énormes surprofits. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, le dernier médicament suédois commercialisé en France par les laboratoires Lematte et Boinot, propriété du trust suédois Astra depuis 1967, est vendu aux malades au prix de 58 F alors que le prix de revient réel de sa fabrication est de 5,25 F. « L'Humanité rouge » du 18 juin montrait par quel mécanisme frauduleux Astra en arrivait là. Rappelons simplement que l'une des premières spéculations consiste à facturer à la Suède 14,91 F une matière qui ne coûte en réalité que 3,16 F. Ce qui signifie qu'en falsifiant simplement des factures, les capitalistes réalisent un surprofit de 11,75 F par boîte ! La différence entre le prix de revient et le prix de vente, c'est la Sécurité sociale qui la paie, avec l'argent soutiré aux travailleurs. Soit 52,75 F par boîte ! Avec les mesures en préparation pour « résorber le déficit », les laboratoires Lematte et Boinot, et derrière eux le trust Astra, peuvent peut-être espérer réaliser un surprofit de 54 ou 55 F ! Pour quoi pas ?

Quoi qu'il en soit, il est clair que ces mesures ne visent qu'à renforcer l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière et des masses populaires et que c'est contre cela — et non pour la défense de la Sécurité sociale, ce que les capitalistes — qu'elles

informations générales

SOUSCRIPTION

Une bataille politique de grande importance



TOTAL AU 23/6/76	123 201,36 F	" Baena	1 070,00 F
		" L. Duan	130,00 F
		" Sémard S	4,00 F
		" Zetkin S	300,00 F
		" Moquet	5,00 F
		" Cathelas	500,00 F
		" Dombrowski	810,00 F
		" Moquet	20,00 F
2 ouvriers d'un arsenal	150,00 F	Sousp. libr.	12,00 F
Suppl. réabt MPH	60,00 F	PB	4,00 F
A meeting étudt	135,00 F	CDHR Politzer	3,70 F
Souscp. de masse RU	44,00 F	" PVC	25,00 F
A une réu. pbq.	36,00 F	" Marty O	92,00 F
Une sympathis.	500,00 F	" Gerardin	3,50 F
CDHR A. Cabral R	1 135,00 F	" PVC	7,50 F
Un groupe de trav. sympathis	360,00 F	" CDPS	5,00 F
CDHR T. Pierre	1 000,00 F	Individuel	3,00 F
" Moquet	245,00 F	CDHR Dimitrov	40,00 F
" Hoxha	215,50 F	" Labaut souscp.	170,00 F
" Pouytès	38,20 F	" Balaque	400,00 F
Sur le marché de G	30,00 F	Individuel	0,50 F
Un enseignant	50,00 F	CDHR Péri NO	1 000,00 F
CDHR Staline R		" Arevalo	250,00 F
2 camarades	300,00 F	Individuel	0,50 F
CDHR Sémard Prov.	500,00 F	CDHR Staline NO	100,00 F
CDHR Chou En-lai SB	370,00 F	" Politzer	800,00 F
" N. Bèthune SB	200,00 F	" Moquet	27,00 F
Suppl. réabt FJ	5,00 F	" PTT 3	30,00 F
CR	550,00 F	Cercl. JCMLF Ostrovski	1 000,00 F
Pour que vive le Qt, Tchenn		Individuel	4,50 F
1 maçon, 1 lycéen	420,00 F	CDHR Zetkin	200,00 F
Sur le marché de M	74,00 F	Individuel	0,50 F
LF	420,00 F	CDHR Delescluze	350,00 F
Un dessinateur TH	50,00 F		
Un dessinateur TH	50,00 F		
Une maître auxiliaire	50,00 F		
CDHR Aurère	620,00 F		
Cercl. JCMLF Cuisinier	215,00 F		
CDHR Hapiot	650,00 F		
Sousp. masse			
Mo et marché	12,70 F		
CDHR Mopty	50,00 F		
" Cl Fabien	6 000,00 F		
" Dimitrov	100,00 F		

Total au 25/6/76
144 304,46 F

DATES DE PARUTION DU JOURNAL CET ÉTÉ

Voici quelques informations sur la parution du journal cet été.

En raison de la faible vente normale des journaux pour la période recouvrant les deux mois d'été, d'une part, et en raison des difficultés financières que nous avons déjà exposées récemment, d'autre part, le journal cessera sa parution quotidienne du 1er juillet au 15 septembre.

Le dernier numéro quotidien sera daté du 1er juillet et le premier de la rentrée du 16 septembre.

Entre temps, sortiront, les 8 et 22 juillet, le 5 août et le 2 septembre des journaux de 16 pages. Évidemment, s'il survenait des événements politiques importants, cette décision sera remise en cause pour pouvoir faire face à nos tâches.

Le comité de rédaction NB : pour les CD faire savoir rapidement à l'administration du journal, le nombre de journaux de 16 pages désirés pour eux pour les mois de juillet, août et septembre.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

culturel



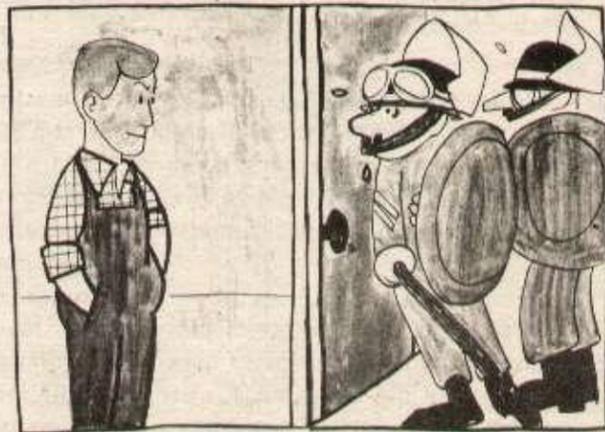
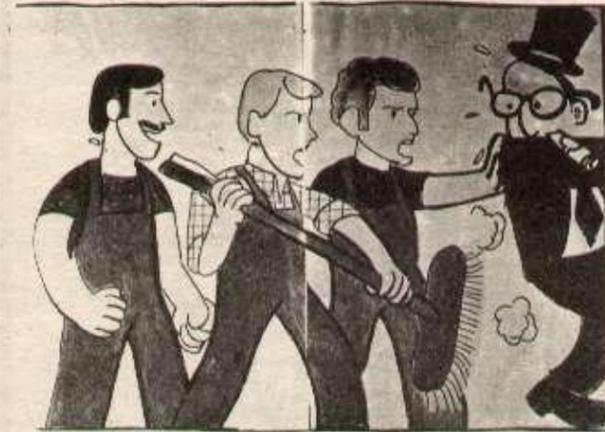
Nous avons parlé, il y a quelques jours, de l'initiative des camarades du 93 pour la mobilisation contre la répression, pour libérer Romain Le Gal. Ces mêmes camarades, outre le «chœur parlé» que nous avons présenté, ont employé un autre moyen d'agitation-propagande hérité de vieilles traditions populaires. Utilisant le dessin et l'image, des sortes de «chanteurs de rues», de «conteurs» rapportaient des histoires fictives ou réelles de héros populaires. Les nombreux épisodes ou couplets chantés étaient illustrés — dramatiquement ou d'une manière comique — par une suite d'images exposées sous les yeux du public populaire de la rue. C'est ce procédé qu'ont réemployé nos camarades. Faits avec des militants et des sympathisants travailleurs, le texte et les dessins ont été réalisés en une journée. Les dessins ont été réalisés sur de grandes feuilles (60 x 80 cm) en couleur, les feuilles étant assemblées comme un cahier facilement ouvrable. Il y a besoin d'une personne pour tenir ce cahier et d'une qui raconte l'histoire de Romain Le Gal.

VOICI L'HISTOIRE
DE L'OUVRIER
ROMAIN LEGAL
ARRÊTÉ ET
EMPRISONNÉ
POUR AVOIR
COMBATTU
LE SYSTÈME
CAPITALISTE

Mesdames et messieurs, approchez ! Je vais vous conter l'histoire d'un ouvrier que les bourgeois ont mis en prison. Venez écouter l'histoire de Romain Le Gal !



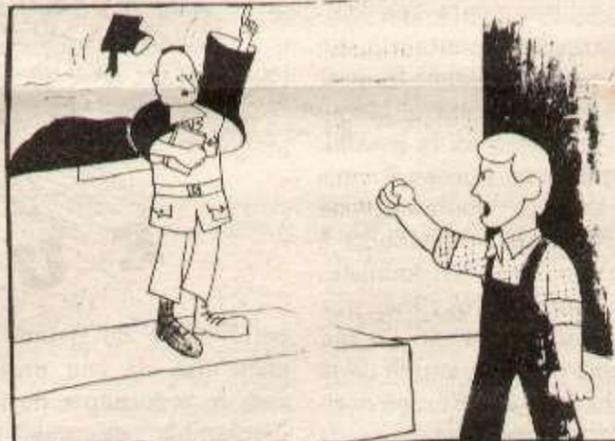
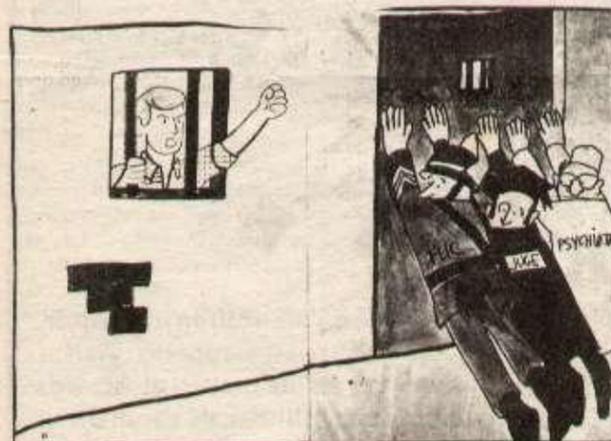
Romain Le Gal est né à Plouhinec, en Bretagne, dans une famille de paysans pauvres. Très jeune, il s'est fait embaucher comme ouvrier communal à Lorient. Il trouve encore le temps d'aller aider ses parents à la ferme.



Les patrons de Romain ne l'aiment pas parce qu'il est un militant syndicaliste actif, parce qu'il défend les ouvriers. C'est justement pour ça qu'il est très apprécié de ses camarades de travail.

A 26 ans, la vie de Romain est déjà pleine de luttes au service du peuple et contre les patrons. Romain est un ouvrier révolutionnaire, un marxiste-léniniste, un militant du journal «l'Humanité rouge». Il défend les idées du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le PCMLF — à ne pas confondre avec le PCF ! —. Interdit en 68 pour sa combativité, il continue la lutte dans la clandestinité. Et ses idées font leur chemin.

Le 8 avril 76, à 6 heures du matin. La police cerne le quartier où habite Romain. Les flics rentrent chez lui de force... l'arrêtent, fouillent sa maison et... au trou ! Quel crime a-t-il commis ? On l'accuse d'avoir écrit sur les murs de Lorient : «Vive le PCMLF !».



Voilà près de trois mois que Romain est en prison à cause de ses idées révolutionnaires ! La police et la justice essaient sur lui toutes sortes de pressions pour lui arracher des aveux. Ils ont essayé de lui faire passer des examens psychiatriques pour le déclarer fou. Comme dans certains pays que je ne nommerai pas — par exemple l'URSS —, les bourgeois veulent faire croire que les ouvriers révolutionnaires sont des malades mentaux. Mais ça n'a pas marché, Romain n'a pas cédé. Il est toujours aussi combatif, car il sait que son idéal est juste.

Romain va passer devant la cour de sûreté de l'Etat — le minimum c'est 6 mois fermes. La cour de sûreté de l'Etat, c'est un tribunal spécial, moitié civil, moitié militaire, nommé par l'Etat bourgeois pour juger vite et frapper fort ceux qui osent lutter de front contre l'exploitation. Les patrons l'utilisent de plus en plus pour effrayer le peuple et sauvegarder leur pouvoir. Qui est passé récemment par cette cour et a écopé pour 5 ans ? Siméoni, militant du peuple corse, accusé d'avoir pris le fusil contre les négociants et les spéculateurs qui poussent les paysans à la ruine.

En vérité, la classe ouvrière et le peuple sont à l'offensive. Les révoltes et les grèves se succèdent. Les bourgeois ont peur. Leurs flics arrêtent, expulsent, emprisonnent. Ils tirent à tout propos... et sans propos... Ils tuent. Leurs juges condamnent à tour de bras. Leurs victimes ce sont les paysans pauvres, les immigrés, les paysans corses, les ouvriers, la classe ouvrière.



Mais ces gens-là ne sont pas les seuls ennemis de la classe ouvrière. Il y a aussi les faux amis. Ceux qui utilisent le passé et le drapeau glorieux du PCF (celui de Monmousseau, de Couturier, de Moquet) pour tromper les ouvriers. Ces gens-là, dirigeants de la gauche qui nous abreuvent de bonnes paroles, préparent leur place. Ils veulent être la nouvelle équipe qui gèrera le capitalisme et encadrera la classe ouvrière. Aussi ils n'aiment pas les ouvriers qui refusent leurs manœuvres et leur contrôle. Aussi ils n'aiment pas les marxistes-léninistes, ils n'aiment pas Romain Le Gal. C'est pourquoi ils ont fait courir des calomnies sur son compte à Lorient.

Autour de Romain Le Gal, le soutien se fait de plus en plus fort notamment dans son village natal où tout le monde se sent concerné. Ils ont organisé un meeting de soutien dans le café du village, malgré les pressions du gouvernement.

Ses copains du boulot, sa famille, ses amis, toute la population qui en a marre de l'injustice, les ouvriers de Lorient sont à ses côtés :
— pour sa libération et celle de tous les emprisonnés politiques ;
— pour la levée immédiate des inculpations ;
— pour la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat !

Commentaire du «Renmin Ribao»

OU LES REVISIONNISTES SOVIETIQUES VEULENT-ILS MENER LA FRANCE ?

Sous le titre «Où les révisionnistes soviétiques veulent-ils mener la France ?», le «Renmin Ribao» a consacré le 21 juin un commentaire aux attaques de la presse soviétique contre un discours du général Guy Méry. En voici le texte :

Le récent discours du général Guy Méry, chef d'Etat-Major des armées françaises, sur le concept stratégique de son pays a provoqué de vives réactions intérieures et internationales.

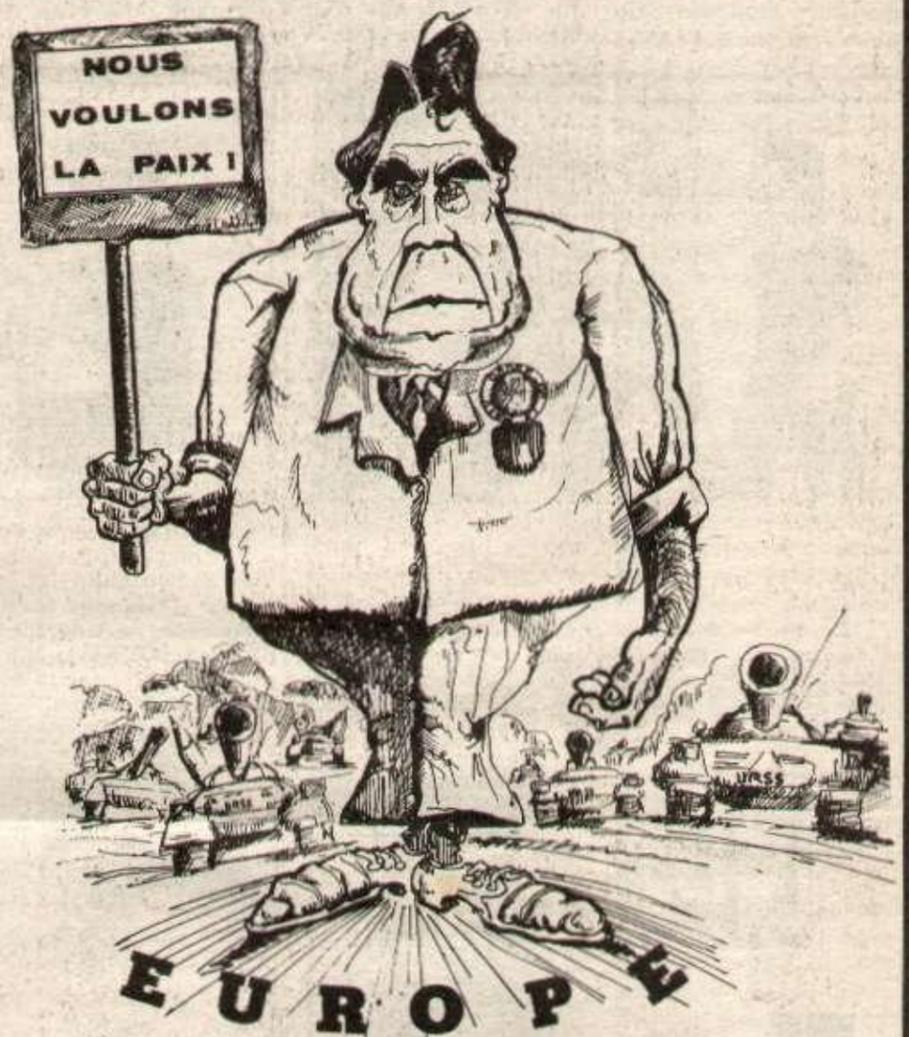
Il est naturel que la presse parisienne soit en débat sur cette question, mais ce qui est étrange, c'est que les révisionnistes soviétiques viennent faire reproche au général de sa pensée en stratégie et en défense. Tass et des journaux soviétiques la qualifient de «formule aventureuse» et la «Pravda», se posant en parrain de la France, a demandé au chef militaire français «où veut-il mener la France?».

Le général Méry indique dans son discours que la France doit «disposer des moyens d'assurer sa propre sécurité», que la défense française englobe «toute la zone où la sécurité de ce territoire (français) peut-être le plus immédiatement menacée», que la France ne doit pas se tenir éloignée de la défense commune des pays ouest-européens mais participer à l'action concertée, et que la France doit renforcer considérablement les moyens classiques de son armée parallèlement au maintien d'une force nucléaire indépendante, puisqu'il existe toujours la possibilité d'une guerre conventionnelle.

Il en ressort que Méry recommande le renforcement, sur la base de l'indépendance nationale et en comptant sur ses propres forces, de la capacité de défense française et le

raffermissement de la coopération de son pays avec les autres nations occidentales dans le domaine de la défense, en vue de faire face à la menace militaire que la France confronte aujourd'hui. Cela nous montre une tendance qui évolue dans les pays ouest-européens en faveur de la promotion de l'unité et du renforcement de la capacité de chacun en stratégie militaire et en défense commune. Il est donc compréhensible que les déclarations du général Méry aient eu un écho favorable en France, dans les autres pays européens et en Amérique.

Mais les révisionnistes soviétiques ont lancé «délibérément» une campagne de propagande antifrançaise comme l'a indiqué la presse française. Ils demandent au général Méry : pourquoi s'inquiéter de la possibilité d'une guerre en Europe 9 mois seulement après la Conférence de sécurité européenne ? La réponse à cette question, les révisionnistes soviétiques sont plus qualifiés que tout autre pour la donner. Ce qui est à l'origine de l'inquiétude de la France et du reste de l'Europe occidentale n'est-il pas justement la menace militaire que le social-impérialisme soviétique fait peser lourdement sur l'Europe ces dernières années ? Tout le monde sait qu'après la Conférence d'Helsinki, les révisionnistes soviétiques ont intensifié leur stratégie offensive contre l'Ouest derrière l'écran de fumée de «détente». Ils se livrent frénétiquement à l'expansion des armements et aux préparatifs de guerre, renforcent constamment leurs unités en Europe de l'Est et les équipent d'armements plus modernes, sèment des troubles en Méditerranée, perpétrent une intervention sans fard en Angola et resserrent l'encerclement militaire de l'Europe occidentale par ses flancs sud et nord. Devant une si dure réalité, les pays ouest-européens ont été obligés de prendre des contre-mesures pour renforcer la capacité de défense de chacun et promouvoir leur unité. Un adage dit : quand tout le nid est écrasé, impossible de trouver un œuf entier. Les leçons amères de la Seconde guerre mondiale apprennent que devant un ennemi puissant et féroce, il est impossible à tout pays d'Europe occidentale de s'assurer sa sécurité si les pays dans



cette partie du monde ne se soucient que de leur propre sécurité sans se préoccuper de leur défense d'ensemble et que ses voisins tombent tous entre les mains de l'ennemi.

La France est consciente que l'Europe occidentale est un grand «ensemble» et que l'union ouest-européenne est une «garantie nécessaire» à la sécurité française. Il va de soi que la France est déterminée à renforcer l'union militaire entre elle et les autres pays ouest-européens pour affronter en commun l'expansion militaire soviétique de plus en plus grave. Est-il possible que les révisionnistes soviétiques se permettent de menacer les autres et que les autres ne soient pas en droit de prendre des mesures face à cette menace ? Que représente ce raisonnement des révisionnistes soviétiques sinon une logique de despote à cent pour cent ?

Les révisionnistes soviétiques ont aussi signifié à la France que ses intérêts nationaux ne se trouvaient pas dans l'effort pour «s'attirer les bonnes grâces de l'OTAN» mais dans le «respect strict de l'acte final de la Conférence sur la sécurité européenne». C'est vraiment ridicule !

Les faits ont prouvé que les documents de la Conférence d'Helsinki

ne sont qu'un chiffon de papier. Les pays ouest-européens avaient signé un tas de traités et accords avec Adolf Hitler mais aucun d'eux n'a pu garantir la sécurité de ces pays dont la plupart ont été victimes de l'empiètement des fascistes.

Jamais les traités internationaux n'ont eu de prise sur les révisionnistes soviétiques. Ils signent aujourd'hui un traité et peuvent le déchirer demain. Comment les pays ouest-européens peuvent-ils s'en remettre à un chiffon de papier pour sauvegarder leur sécurité ? La France est un Etat souverain, elle n'a pas besoin de se faire indiquer où se trouvent ses intérêts.

En posant la question «Vers où la France sera-t-elle conduite ?», les révisionnistes soviétiques veulent en réalité que la France ignore les intérêts de sa propre sécurité, s'abstienne de renforcer la défense nationale et de promouvoir la coopération parmi les pays ouest-européens, relâche sa vigilance et diminue son effort d'armement face à la menace militaire croissante de l'Union soviétique et place son espoir de sauvegarder la sécurité nationale dans le simulacre de bonne volonté des révisionnistes soviétiques. Ce calcul stupide ne pourra abuser le peuple français et les autres peuples ouest-européens en éveil.

